LA BRIQUETTE

Hors-série de La Brique, journal local de critique sociale

MANIFS. ACTIONS. CONTESTATIONS. POURVU QUE ÇA DURE !

Il y a 9 ans, *La Brique* voyait le jour suite a la mobilisation contre le CPE. Depuis, les quelques deux cents personnes passées par la rédac' s'attachent à donner à voir les luttes locales et à mettre au pilori la clique politico-patronnale lilloise.

L*a Brique*, née de la lutte, retrouve donc ses plus belles heures de jeunesse face au mouvement en cours. Galvanisée par le bel accueil que reçoit le canard sur le terrain lors des premières manif', indignée par les violences policières, son équipe - comme toujours – est bien décidée à ne pas laisser *La Voix du Nord* raconter que les manifestant.es se jettent sur les CRS. Et c'est ce qui se passe : une nouveauté pour nous, un exercice d'écriture quasi au quotidien et destiné à notre site internet.

Nuit Debout démarre en fanfare

Nuit debout investit la place de la République, nous sommes là tous les soirs. Dès le départ, ça nous pose quelques questions : Comment faire la part des choses entre notre excitation et certains fonctionnements ou prises de position qui nous semblent trop conciliant.e.s avec l'ordre dominant ? Qui de la poule ou de l'œuf ? Qui de Nuit debout ou des organisations plus aguerries s'appuie l'une sur l'autre ? On décide finalement par se dire que Nuit debout est un espace de délibération et surtout d'actions. Notre ardeur est d'ailleurs démultipliée suite à une salve d'actions spontanées contre la clique Aubry, Bertrand et consorts. On est présent.e, on participe et on écrit dans la foulée, histoire de rendre compte de la vivacité du mouvement.

Et ça continue, d'autres actions sont préparées. Cette fois-ci les banques du centre-ville de Lille sont visées, puis le Printemps pour dénoncer l'évasion fiscale façon "Panama's papers" ou encore la chambre de commerce sous les yeux médusés du Medef local et d'Hervé Mariton réunis pour un petit déjeuner d'"entrepreneuriat". Et puis, on soutient les camarades à chaque exaction policière, comme lorsque les deux copains se font lâchement arrêtés à la CNT par les BACeux en marge d'une manifestation.



Une *Briquette* de plus dans la mare

Très vite l'idée s'impose d'une *Briquette* à distribuer en manif, gratuite ou à prix libre. C'était ça ou envoyer les quelques centaines d'euros de bénef' du numéro précédent au Panama.

On ressent le besoin d'agir et de participer, à communiquer au plus grand nombre notre espérance et notre enthousiasme dans les facs, les boîtes, les manifs, les collectifs. Si Nuit debout centralise, une fois n'est pas coutume, l'intérêt des médias dominants pour une initiative militante et donne la pêche à tout le mouvement, pas question pour autant d'oublier les interluttant.es, les étudiant.es, les syndicats, les grévistes, les anars (...).

Nous souhaitons documenter nos luttes à l'usage de tou.tes et partager notre regard sur Nuit debout : un regard de l'intérieur mais un peu décalé, bienveillant mais toujours critique.

Et ce n'est qu'un début, la manifestation du 28 avril nous donne le sentiment que la convergence des luttes n'est pas un vain mot.

L'occupation du centre des impôts par une bande de soixante-dix interluttant.es, étudiant.es de l'amphi Archimède occupé, de précaires de l'université, de sans domiciles fixe, de jeunes et moins jeunes dénonçant l'évasion fiscale des grandes entreprises du CAC 40 armé d'une imposante banderole "Médef, paye tes impôts" donne du baume au cœur.

Les quelques centaines de manifestant.e.s et syndicalistes sortis du cortège pour les secourir face à l'imposant dispositif policier aussi. Le mouvement semble gagner de l'espace, et pas que symboliquement, à l'image de cette centaine de CRS évincés de la Grand'place par les quelques cinq cents manifestant.es présent.es à grand coup de "*Dégagez ! Cassez-vous !*". Ils sont repartis la matraque entre les jambes laissant la place à une imposante AG où toutes les luttes étaient présentes (sans papiers, rroms, étudiant.e, ouvrièr.e, intermittent.e, précaires de l'université, lycéen.ne). Les cliques policière et politiques ont pris leur claque. À chaque tentative de barrage, ils nous galvanisent et nous renforcent. Face aux oligarchies, l'union des luttes fait changer la peur de camp.

Voilà donc un premier recueil papier sur le mouvement, consacré au compte-rendu des actions, manifs et répressions. Notre volonté est d'aller voir ce qui se passe partout.En plus de *La Briquette*, on sortira la prochaine fois un vrai numéro, toujours à deux euros et en haut en couleurs, qui mêlera - en textes et dessins - reportages et réflexions sur ce printemps de luttes.

Le collectif de *La Brique*

« MEDEF, MEDEF, MES DÉF-ICITS ! »

Vendredi 22 avril, une quarantaine de personnes (militant.es, syndicalistes de Sud, participant.es de Nuit Debout, étudiant.es) répondent à l'appel des Interluttant.es 59/62. Rendez-vous est donné à 8 h 30 pour une action coup de poing dont l'objectif n'est révélé qu'en dernière minute. Une petite sauterie entre patrons organisée par le Médef se déroule à l'intérieur de la majestueuse Chambre de commerce et d'industrie (CCI) : « Petit-déjeuner d'échanges avec Hervé Mariton ». Les patrons devront partager la brioche.

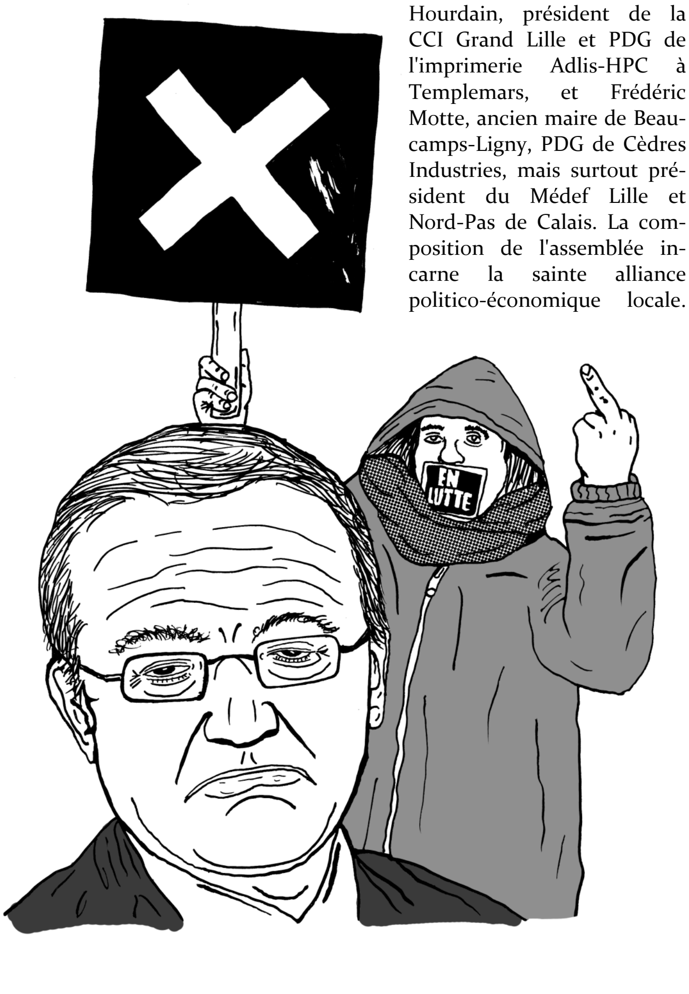
Hervé Mariton est l'invité vedette de ces agapes patronales. Membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale et rapporteur spécial du budget sur la prévention des risques, la conduite et le pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie et du développement durable et député-maire (LR) de la Drôme, il est surtout connu pour incarner la droite dure en se distinguant notamment par son combat farouche contre le « mariage pour tous ». Depuis septembre dernier, il est candidat aux primaires de la droite pour les présidentielles.

La petite troupe se dirige vers l'entrée du bâtiment. Une partie de l'équipe passe tranquillement le portique de sécurité avant que deux vigiles tentent de repousser l'invasion. Ça se bouscule sans ménagement : « *Poussez ! Poussez ! Allez !* ». La sécu' se défend péniblement et est rapidement débordée. Un camarade est violemment jeté dehors et écope d'une vilaine entorse au pouce.

Stupeur chez les bourgeois

Un peu perdu dans le bâtiment, le cortège découvre les lieux en touristes. « *Oh c'est beau ici !* » commente une interluttante, « *je ne savais pas que c'était aussi grand* ». La violence symbolique des ors patronaux, à défaut de jouer à plein, motive particulièrement nos ardeurs militantes. Devant la salle où se tient la réunion, les intrus.es s'entraînent à crier « *Médef, Médef, mes déf-icits* » et entrent en fanfare. La salle bien *cosy* accueille une trentaine d'huiles locales venue prendre le café dans de confortables sièges. Ici se réunissent patron.nes et élu.es dans le calme bien douillet d'une salle qui respire l'entre-soi, sous des fresques peintes à la main faisant l'apologie du travail et de la probité patronale. Le décalage est frappant, et il le restera tout au long de l'entrevue.

La cheffe du protocole est catastrophée, elle déplore la présence des perturbateurs : « *Vous n'êtes pas obligés de faire ça, vous pouvez faire ça avec plus de diplomatie* ». Les interluttant.es exposent leur grief. Ceux qui leur répondent n'ont de cesse de dire que ce n'est pas ici qu'il faut taper : « *On a rien à voir avec ça* [la loi El Kohmri]*, ici ce n'est pas une succursale du parti socialiste ! Allez les voir, ici on travaille !* » Parmi eux, Philippe Hourdain, président de la CCI Grand Lille et PDG de l'imprimerie Adlis-HPC à Templemars, et Frédéric Motte, ancien maire de Beaucamps-Ligny, PDG de Cèdres Industries, mais surtout président du Médef Lille et Nord-Pas de Calais. La composition de l'assemblée incarne la sainte alliance politico-économique locale. Dans ce petit monde bien guindé et bien cravaté, il n'y a quasiment pas de femmes, juste quelques mâles blancs bedonnants.



La rencontre monte

Les manifestant.es s'invitent au banquet et avalent goulûment les délicieuses friandises offertes pour l'occasion, se servent du café, et certain.es osent même s'asseoir à leurs tables. À l'heure où le Médef menace de quitter les négociations sur l'assurance chômage si leurs revendications sur la loi Travail ne sont pas satisfaites, on assiste à un dialogue de sourds. Lorsqu'un interluttant oppose l'argument : « *Ce serait plutôt aux adhérents de la branche banque du Médef de payer leurs impôts en France* », un patron à la cravate rayée répond totalement à coté de la plaque : « *Tous les chefs d'entreprise veulent créer de l'emploi… Vous visiez la Société générale… Je ne me sens pas du tout concerné* ». Culottés, les grands patrons du coin affirment qu'ils n'y sont pour rien. Thomas, interluttant, ironise sur la situation : « *C'est comme si on avait une chance extraordinaire d'avoir ceux-là en face de nous. La fine fleur du patronat dont l'unique préoccupation serait le bien-être des travailleurs. Que des philanthropes !* »

Un entrepreneur se saisit du micro : « *J'ai une certaine conception de la démocratie.* », rires hilares dans la salle, « *Vous vous imposez dans une réunion où vous n'êtes pas invités !* » poursuit-il. Et c'est que le bougre a raison, on n'a pas du tout la même conception de la démocratie : d'un côté, celle de ceux qui possèdent le pouvoir économique, qui se sentent droit de cité par leur légitimité entrepreneuriale et leur privilège de classe, celui d'être bien né ; de l'autre, celle de la rue qui proteste, celle de ceux qui défendent l'intérêt des travailleurs.es et des petites gens et qui n'ont pas le droit à la parole lorsque se décide l'avenir de leurs conditions de travail.

Que la peur change de camp

Hervé Mariton en rajoute une couche : « *J'ai voté contre ce texte […] mais si vous votiez pour nous, on ne l'aurait pas fait comme ça* ». Une fois de plus, la vieille aristocratie représentative comme seule alternative. « *Si vous voulez être entendus, vous n'avez qu'à vous présenter !* » Évidement, ça coince. Affublé d'un sourire pathétique, il propose de passer à Nuit debout pour s'expliquer, comme si dans sa grande mansuétude, il tendait les bras vers l'autre. Les images de Finkielkraut se faisant bouter à Paris sont encore dans les esprits.

Fabiana, interluttante, analyse : « *Il est difficile de trouver le bon argument contre une classe qui passe son temps à élaborer une langue, à imposer des conceptions et à bien parler. Mariton a plus de trente ans de bouteille en la matière* », alors que l'autre conception de la démocratie, place de la République, tente de construire un autre modèle.

Pour Bruno, ce n'est pas tant les tentatives de discussions qui sont importantes : « *L'idée c'est de ne leur laisser aucun répit. Aller partout où le pouvoir est là. Il faut que la peur change de camp. Il faut qu'ils aient une boule au ventre partout où ils vont. Il faut qu'ils se demandent :* "Est-ce que ça va bien se passer si je vais à tel endroit ?"*. C'est une sorte d'insurrection, s'ils veulent la paix, s'ils veulent continuer leurs réunions paisiblement, il faut qu'ils reculent* ». D'ailleurs, en plusieurs coins de France, les citoyen.nes en lutte sont venu.es compromettre les mondanités de la classe dominante en brandissant une banderole : « *Ta violence est symbolique : la mienne est légitime* ». C'est ce qui s'est passé ce même vendredi 22 à Paris, où la Nuit debout est venue bloquer l'accès au gala de Sciences Po Paris (ayant pour invité d'honneur Emmanuel Macron) pour mettre au pilori celui qui constitue l'emblème de la reproduction de nos élites.

Au bout de vingt minutes, Hervé Mariton, s'exprimant sur le régime des intermittent.es, fait une bourde et parle « *d'aide publique* » au lieu de « *salaire différé* », montrant une fois de plus le décalage entre patrons et travailleur.se.s et révélant son mépris profond pour le régime de l'intermittence. La réunion s'écourte, tout le monde s'en va. En souvenir, un militant tente de prendre le petit écriteau en papier sur lequel figure le nom de Mariton. La cheffe du protocole l'en dissuade : « *Tu ne prends pas ça ! T'as déjà pris les petits pains. Là, ça c'est du vol* ». En sortant, un patron s'adresse à l'un d'entre eux : « *T'as pas besoin d'être violent, y'a des méthodes plus polies* ». La violence symbolique du cravaté lui est renvoyé dans la gueule : « *Mais qui êtes-vous pour me tutoyer ? Monsieur, je ne vous connais pas, mais un jour je vous apprendrai ce que c'est la politesse* ! »

Les deux du local CNT face au tribunal des flagrants délires

Vendredi 22 avril. Des drapeaux de la CNT flottent devant le tribunal de Lille. Une centaine de personnes est venue en soutien aux deux militants qui passent en comparution immédiate suite à la manif' du mercredi 20 avril. Justice politique et justice de classe font toujours aussi bon ménage. Un petit retour sur les événements s'impose pour comprendre comment deux arrestations en soit-disant « flagrant délit » ont pu avoir lieu plus d'une heure après les faits.

Peu après 14 h, la manifestation part de République au son des pétards et des fumigènes. Quelques ballons de peintures viennent colorer les façades ternes des banques et de la gigantesque vitrine de l'Apple Store, quelques bottes noires de CRS virent au jaune. Ambiance printanière.

Arrivé rue Nationale, le cortège est bloqué par un cordon de *robocops* et dévié vers la rue de l'Hôpital militaire. Devant une école de gestion (EGC), trois flics en civil et sans brassard, tentent d'embarquer violemment deux manifestant.es vers l'intérieur de l'école. Mais le cortège, vigilant, les en empêche. Les *bad cops*, bredouilles, sont rejoints par deux autres et se réfugient derrière la porte d'entrée. La manif se finit sans encombre sur la place de la République.

Probablement frustrée face à un mouvement militant soudé, la police au grand complet décide de s'en prendre, après la manif, à un petit groupe parti faire une AG à la librairie occupée l'Insoumise, dans le quartier Moulins. Sentant le guet-apens, une partie des militant.es se réfugie à la CNT. Plusieurs camions de flics bloquent alors la circulation dans la rue d'Arras et ils gazent sans modération tout le monde dont des passant.es, parmi lesquel.les une adolescente de 14 ans.

Bienvenue à Moulins !

Les flics défoncent à coups de bélier la porte du local syndical, y contrôlent l'identité de toutes les personnes présentes et en embarquent deux. Une centaine de militant.es vient en renfort sur les lieux. Le cortège –moins joyeux mais encore plus déterminé– se dirige en manif' sauvage vers le commissariat central à Lille Sud, bloquant la circulation boulevard Victor Hugo et rond-point des Postes. La manifestation devant le commissariat dure plusieurs heures au rythme des « *libérez nos camarades* » et autres chants. Un barbecue improvisé, sur le parvis, permettra même de nourrir les militant.es.

Une affaire qui sonne creux

48 heures de garde à vue plus tard, les accusés passent au tribunal de Lille en comparution immédiate pour « violences sur agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions ». Cent cinquante personnes attendent dehors mais peu auront l'autorisation d'entrer dans la salle d'audience vite pleine. « *Pas question de rester devant la porte, raisons de sécurité oblige* », affirme un des policiers. À l'intérieur, les gens venus écouter sont bien gardés puisqu'une quinzaine de policiers en uniforme ou en civil surveillent la tenue du procès. Dès que l'audience commence, on sent la pagaille que provoque l'immédiateté de la comparution immédiate : le juge n'a d'abord pas les documents nécessaires et renvoie les accusés avant de les faire revenir une minute plus tard. Menottage et dé-menottage deux fois de suite. Les deux accusés demandent le renvoi pour préparer leur défense. Débute alors un autre procès qui doit statuer sur leur remise en liberté ou leur détention provisoire pour un mois.

Le juge rappelle les faits : « *On ne rentre pas dans les détails, tout le monde sait ce qu'il s'est passé* », se faisant ainsi le porte-parole de la police. Il évoque l'intervention de membres de la BAC pour empêcher un collage d'affiches et le fait qu'ils auraient subi « *des coups de poings, des lancers de morceaux de pierre et des fumigènes* ». Mais dans l'action, les policiers auraient tout de même reconnu leurs agresseurs, l'un des deux portait « *un sweat à capuche noir et des lunettes*



de soleil ». Comme à peu près deux cents personnes ce jour-là. Il les accuse d'« *avoir pris d'assaut* » l'école en question avec d'autres personnes. Une vidéo surveillance prouverait ses dires.

Puis, concernant l'intrusion à la CNT, le juge décrit : « *Devant le refus d'ouvrir, la force publique a été employée* » après des négociations infructueuses avec le syndicat. Des « *échauffourées entre la police et les manifestants à la CNT* » auraient alors eu lieu. Pour les besoins de l'enquête, les quatre flics « victimes de l'agression » sont auditionnés par leurs collègues et auraient validé l'identification des prévenus.

Le juge demande à l'un des deux accusés de présenter sa version des faits. Ce dernier explique qu'il était en tête de cortège et tenait la banderole lors de l'action : « *On ne me verra pas sur les images de vidéo-surveillance* ». Mais le président s'en fout et le lance illico sur son casier judiciaire. Même traitement pour le deuxième camarade. Encore une fois, la faiblesse du dossier force la justice à s'agripper au casier judiciaire des accusés. Ils sont jugés non sur les faits mais sur leurs antécédents.

La procureure se lance dans un discours hargneux : « *Il ne faut pas se tromper de débat. C'est avec violence qu'ils se sont acharnés contre quatre policiers. Leur présence a été clairement établie, ils ont été filmés, poursuivis puis interpellés* ». À 1,6 km de là et une heure plus tard, oublie-t-elle de préciser. Elle demande la prison préventive pour les deux de peur qu'ils ne se présentent pas au renvoi et parle de risque de « *représailles contre les policiers* ». Selon elle, leur faible revenu justifierait leur volonté de fuir et légitimerait de fait la détention. Alors que l'un d'eux travaille tandis que l'autre a précisé qu'il possède un contrat de travail débutant en mai, la proc' sous-entend que c'est un bobard et remarque bassement qu'il n'a pas eu d'emploi depuis 2012. Un bon vieux classique de la justice politique, sociale et de classe.

Parole à la défense

L'avocate, maître Ruef, entre en jeu. Elle rappelle que jamais la cause de leur arrestation ne leur a été précisé. Elle tacle au passage la presse qui distille des informations policières et affirme qu'elle n'a « *été mise devant la nature des faits reprochés que tout à l'heure* ». La police a eu deux jours pour peaufiner sa version. Ne niant pas les faits de violence devant l'école, l'avocate brandit quinze attestations signées prouvant que les deux accusés étaient en tête de cortège. Quant à la preuve ultime de l'accusation, ce n'est qu'une capture d'écran de la caméra de l'école qui lui a été présenté et où on y voit seulement les policiers dans le hall de l'EGC.

Elle rappelle que ce sont deux militants qui ont été arrêtés : « *Des personnes qui sont dans toutes les AG de lutte. Ce sont des figures bien connues* ». Sur les quatre policiers qui auraient été "massacrés" par la foule hostile, un seul a eu une journée d'ITT (interruption temporaire de travail). Quant à la crainte de la procureure de leur non représentation devant le tribunal, l'avocate dit : « *Ils se sont toujours présentés... et tous les gens derrière moi* [le public militant] *seront là aussi !* ».

Le tribunal se retire pendant 35 longues minutes pour délibérer. Au final, le jugement est renvoyé au 25 mai à 14 h.

Les prévenus sont tous les deux placés sous contrôle judiciaire dans le Pas-de-Calais, dans leurs familles respectives. Interdiction formelle de venir en manif', auquel cas « *retour à la case départ, vous n'aurez pas la médaille du manifestant héroïque et vous trouverez une auberge pour la nuit* », menace le juge.

Les copains retrouvent la liberté et rejoignent leurs camarades sous les applaudissements.

Mais le procès n'est que partie remise.

Si vous avez pris des vidéos ou des photos du cortège, en particulier rue de l'Hôpital militaire, ne les diffusez pas sur le net, mais envoyez-les directement à l'adresse mail : ul-lille@cnt-f.org.

« ON VEUT VISITER L'EXPO ! »

Il fait beau ce jeudi 14 avril à 17h30 sur la place de la République à Lille. Ça tombe bien, c'est l'inauguration de la candidature de la France de l'exposition universelle pour 2025. Quelques containers sont posés là, surplombés par une énorme bulle où sont projetées des images dignes d'un film d'anticipation anxiogène. Dans cette grosse boîte et devant les médias, la petite délégation d'élu.es est tout sourire : Martine Aubry, Jean-René Lecerf, Xavier Bertrand... serrent une petite pancarte « *Lille #jeveux2025* ».



Comme sait le faire Aubry, une petite sauterie est organisée dans le Musée des Beaux-Arts, à cinquante mètres de là. Toutes les huiles locales y sont conviées. On ne pouvait pas rêver mieux pour lancer Nuit debout dans l'action ! Durant la cérémonie, quelques personnes lisent des textes à haute voix. Alors que le rassemblement reçoit depuis quelques jours des invitations insistantes à déguerpir pour laisser la place à l'expo, la veille l'AG avait une nouvelle fois décidé de rester à République. C'est à croire que le RG présent tous les soirs ne fait pas son boulot.

Le timing parfait

Pour le plus grand plaisir des Nuit Debout, les élu.es, costards-cravates, et bourgeois.es doivent, pour avoir accès au champagne et petits-fours municipaux, traverser l'espace occupé par Nuit debout. Une trentaine de personnes sort soudainement des casseroles et des cuillères. Sous ce tintamarre, la procession des nanti.es se dirige, penaude, vers son lieu de ravitaillement. L'hilarité fait l'unanimité dans la foule des cuisinier.es.

La seconde erreur a été d'oublier de fermer l'entrée de service à l'arrière du musée... L'action anticipée se transforme en action spontanée. Une à une, les personnes feignent de partir et se rassemblent discrètement derrière le bâtiment. Une partie du groupe se faufile à l'intérieur. Tandis que dehors, au son du saxophone, une cinquantaine de Nuit debout se dirige vers la réception et commence à taper contre les vitres. Quelques pétards claquent pour signifier leur présence. Le vigile du musée est un peu débordé. Aubry interrompt son meeting, apparaît à la vitre, désarçonnée. Elle croise à ce moment-là le groupe intérieur qui lance des slogans contre la loi El Khomri. Prise de court, elle tournicote de rage, puis vient leur dire : « *L'expo universelle, ça n'a rien à voir avec la loi El Khomri. En plus, ça va créer des emplois* ». Sur le parvis, une compagnie de CRS repousse la bande hilare vers la sortie.

Diversions humoristiques

Le groupe, chauffé à blanc, est curieux de savoir ce que contient cette expo universelle. Il se dirige en masse vers le lieu. Les CRS protègent le spot, barricadent toutes les entrées. Le groupe décide de jouer la carte de l'absurde et tourne en rond autour de la fontaine. Les flics, désappointés, n'y comprennent rien. Un tour, dix tours de fontaine, et puis le groupe faignant la discipline se met en file indienne, comme pour faire la queue à cette fameuse expo.

La police interdit l'entrée, même aux visiteurs venus pour l'occasion. Las d'attendre, le groupe part et fait le tour. Ça se met à taper sur les parois aux cris de « *on veut visiter l'expo !* ».
On rigole encore une fois et le groupe laisse l'expo derrière elle. De nouveau, le rituel quotidien de l'agora prend place : l'AG va commencer.

Cette action, à peine anticipée, est probablement la première action spontanée et directe qu'a connu le mouvement lillois depuis ses débuts. La cinquantaine de personnes en action cohabitait d'ailleurs avec environ 150 autres, qui parallèlement, débattaient au sein des commissions. Cette répartition des forces militantes est à la fois instructive sur les modalités d'organisation du mouvement, mais devrait aussi interpeller sur l'articulation entre action et réflexion, et de son efficacité politique.

OPÉRATION "LE MASSACRE DU PRINTEMPS"

L'idée est née quelques jours plus tôt, place de la République, de s'attaquer frontalement à nos chers patrons du CAC 40. Avec l'affaire des Panama's Papers, l'occasion était trop belle. Récit d'une journée d'actions dans les beaux quartiers lillois.

Il est 10 h, samedi 16 avril, Grand Place, « zone de rencontre » pour touristes, voisin.es guindé.es du Vieux-Lille ou visiteurs/ses en ville pour la journée. Une trentaine de militant.es s'est réunie pour réchauffer l'ambiance et faire fermer les banques : BNP, Société générale, HSBC, pour les moins recommandables, font tomber le rideau à l'arrivée des troupes. Qu'importe, il reste la façade pour afficher des slogans rageurs et ironiques : « *Fraude fiscale, enfer social* », « *Cahuzac was here* », « *Perçons leurs parachutes dorés* ».

Distribution de faux billets panaméens

Rebelote dans l'aprem, sauf que cette fois, illes ont prêché la bonne parole à l'entrée du temple lillois de la consommation. L'idée est simple, créer un peu d'agitation autour de l'affaire des Panama's Papers. Un premier groupe se détache et entre dans le grand magasin comme simples client.es. À l'intérieur, les infiltré.es se reconnaissent, sourire aux lèvres. À 16 h, le deuxième groupe allume un pétard à l'entrée, rue Nationale, pour sonner le début de l'action. Les vigiles se précipitent à l'extérieur du magasin et la grille se ferme pour empêcher l'entrée massive de la cinquantaine d'impétrant.es. C'est sans compter sur le bordel que la deuxième équipe, dans la gaieté la plus militante, s'applique à mettre dans le magasin. Les premiers slogans fusent, les faux billets à l'effigie du Panama sont jetés au-dessus des con-sommateurs. Les vigiles, pris entre deux feux, ne savent plus où donner de la tête. Une bonne partie des activistes se fait vider manu militari. Un gros bras printanier glisse d'ailleurs à l'oreille d'un camarade : « *Laisse-toi sortir, sinon je vais devoir te taper* ».
Ironie du sort, ce sont des précaires, victimes de l'évasion fiscale des grands patrons, employé.es sur des contrats plus que merdiques, qui font le sale boulot.

Des confettis face aux tonfas

Alors qu'en bons trublions, la petite troupe chante : « *De l'argent, il y en a, dans les caisses du Panama* », la maréchaussée fait son apparition. Une petite dizaine de molosses à rangers s'intercale entre les manifestant.es et le magasin. On lit dans leurs yeux l'ambivalence de leur position : « *Faudrait qu'on tape, mais pas les premiers* ». Malheureusement pour eux, la violence du groupe se réduit à quelques pétards, plusieurs salves de confettis et un saxophone pour unique bélier. Quelques badauds s'agrègent au groupe d'une cinquantaine de militant.es. Au bout d'une demi-heure, les keufs s'en vont. Ironie de l'histoire, un flic s'adresse à ses collègues, comme épuisé par plusieurs mois d'état d'urgence ou peut-être animé d'un début de conscience politique de gauche : « *Venez les gars, on se casse, ils peuvent péter des trucs, je m'en fous* ». La grille reste fermée, obligeant les clients à faire le tour. Les manifestant.es font de même. La distribution reçoit au mieux quelques sourires complices, au pire quelques « *Va travailler !* ». Il semble que l'acte d'achat, opium du peuple, incarne davantage l'esprit de communion de notre temps. Mais il est des signes encourageants, comme ce vigile qui glisse à un militant : « *Vous n'êtes pas tout seul, on est avec vous* ».
On a mérité notre temps de merde, on a fait fermer le Printemps !



La Brique est un canard – sans pub, sans sub' et sans concession – édité par l'association Les Amis de La Brique.
Le journal coûte 2€ et ne vit que par ses ventes en kiosques,
points de vente amis, ventes à la criée, et les abonnements.
Cette "Briquette" est imprimée par nos soins. Ne la jetez pas, partagez-la. www.labrique.net

